

## APPEL URGENT

## BANGLADESH

octobre 2023

La République populaire démocratique compte 169,4 millions d'habitants sur 148,460 km<sup>2</sup>. Sa cheffe de gouvernement est Sheikh HASINA (Ligue Awami) et sa capitale : Dacca/ PEINE DE MORT ET TORTURE : OUI  
Le Bangladesh a ratifié le Pacte des droits civils et politiques (PIDCP) et la Convention contre la torture des Nations Unies

### L'exemple d'Odhikar

Les unités du RAB -bataillon d'action rapide- et ses responsables seraient à l'origine de plus de 600 disparitions depuis 2009, et d'environ 600 exécutions extrajudiciaires depuis 2018. Par ailleurs, Odhikar est une des principales organisations de défense des droits humains au Bangladesh. Suite aux révélations de cette organisation, des sanctions américaines ont été imposées au Bangladesh en décembre 2021. Or, dix ans après la publication du rapport d'Odhikar, deux responsables de l'ONG, **Adilur Rahman Khan** et **ASM Nasiruddin Elan** font encore l'objet d'un harcèlement judiciaire intense pour leur publication d'informations prétendument "fausses, déformées et diffamatoires".

C'est que, non content de cibler partis d'opposition, journalistes et activistes, le gouvernement bangladais jette l'anathème sur la société civile. Le procès des responsables d'Odhikar- devant le cyber tribunal de Dhaka- a été entaché de violations du droit à une procédure équitable. Ainsi la défense a reçu l'acte d'accusation -dont copie d'un rapport d'enquête complémentaire- seulement la veille de l'audience. Citons la comparution de nouveaux témoins à charge, en juillet et août 2023, à la reprise du procès. Citons enfin l'exclusion des observateurs internationaux des audiences. Le procès a abouti aux condamnations de **Khan** et **Elan** à deux ans de prison et à une amende. Les fonds d'Odhikar sont gelés. Sa demande de renouvellement était en suspens au Bureau des affaires des ONG (NGOAB) depuis 2014. Elle a été rejetée en juin 2022. Ce rejet était fondé sur la publication d'informations trompeuses.

Des campagnes de diffamation portées par des personnalités publiques visent Odhikar. Elles s'appliquent aussi à saper la crédibilité et le travail de ses membres actifs. Les experts de l'ONU y voient un dangereux précédent pour le respect des procédures et le droit à un procès équitable, précédent «*emblématique de l'utilisation de procédures pénales pour réduire au silence les défenseurs des D.H. et les ONG qui documentent les disparitions forcées et exécutions extrajudiciaires, et coopèrent avec les agences des droits humains de l'ONU.*

### Un avertissement brutal aux syndicalistes

Sortant d'une négociation, **Shahidul Islam**, président du syndicat indépendant BGIWF

(Bangladesh Garment and Industrial Workers Federation), est sauvagement agressé le 25 juin 2023. Il succombe le lendemain. Le 30 juin, une enquête est ouverte. Des «*hommes de main*» impliqués dans des «*syndicats jaunes*» (affidés du pouvoir), présents dans la zone, sont arrêtés. Un militant reconnaît des noms liés à une précédente affaire de harcèlement de travailleurs, en décembre 2020. On le voit : tout affilié à un syndicat indépendant peut un jour être victime de violence. Selon la FIDH, les audits sociaux et les mécanismes spécialisés s'avèrent inadaptés pour prévenir les abus perpétrés vis-à-vis d'employés au Bangladesh.

### Une spirale démoniaque de violences

Les autorités ne poursuivent que rarement les auteurs d'exactions. Au nombre des abus, on recense 26 cas récents (meurtres, enlèvements, tortures, viols, agressions sexuelles et mariages forcés) visant des **Rohingyas**, menacés tant par des groupes violents que par l'indifférence du système judiciaire. Documentées après des entretiens avec 45 réfugiés de janvier à avril 2023, ces exactions sont étayées par des rapports de police et certificats médicaux. Néanmoins, les victimes se heurtent à des obstacles pour obtenir une assistance effective- policière, juridique et médicale.

Il faut également citer le fléau des disparitions forcées. Le 2 décembre 2013, **Parvez Hossain**, militant du Parti nationaliste du Bangladesh (BNP), a disparu. Tandis qu'il se dirigeait avec trois autres militants vers un parc d'attractions, une camionnette blanche les a embarqués. Peu après, ils seront repérés en garde à vue au bureau de la police des détectives (DB) qui a nié les détenir. On ne sait toujours pas où se trouvent Parvez Hossain, ses trois compagnons et tant d'autres «*disparus*». Dernière affaire emblématique : le 3 octobre 2023, un assistant juridique du tribunal de Bogura, **Habibur Rahman Habib**, arrêté sans mandat ni raison connue, a été torturé pendant sa garde à vue dans les locaux de la DB, puis transporté à l'hôpital qui n'a pu que constater son décès.

Sources : FIDH/Frontline/Résolution PE 2023/2833(RSP)  
<https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy0526/JMBF>